

CONSEIL MILITAIRE POUR LA JUSTICE ET LA DÉMOCRATIE

En attendant du concret

Trois semaines après la chute de Ould Taya, les Mauritanien ont l'impression que quelque part, la machine de l'alternance tarde à démarrer. Sans en savoir la raison exacte, ils insinuent que la très grande proximité des nouveaux leaders avec le long règne de Ould Taya a engendré chez eux la tare de l'immobilisme. Le gouvernement du CMJD, est-il réellement incapable d'agir ? Explications.

Après avoir écouté les termes du communiqué d'autoproclamation du CMJD, on comprend qu'il y a quelque part, une rupture entre le règne de Ould Taya et la junte des 17 colonels qui ont déposé l'ex-président. Certains criaient même à une «révolution des Palmiers» qui effacerait, comme un coup de vent fort, mais aussi doux, toutes les traces de l'ancien système. Du moins, en termes de pratiques. Ils rêvaient d'un État fort mais éclairé, d'un leader puissant mais sage et proche du peuple, d'une junte imposante mais engagée et animée par une fougue de patriotes baroudeurs. Bref, l'image idéale d'une équipe de choc qui ne brusque pas les choses, mais ne les laisse pas non plus pourrir. Une équipe qui émet les signaux forts et des messages clairs à l'adresse de tout le monde. Un directeur, (plutôt une Direction nationale), qui secoue le lamentable cocotier qu'est devenue la Mauritanie 45 ans après son indépendance.

L'attente du petit peuple

Pour le citoyen Lambda, les promesses du Conseil militaire doivent d'abord se traduire par des actes concrets susceptibles d'apporter des changements dans sa vie quotidienne : démanteler les monopoles économiques de la FNT, des Fédérations de Commerce, de Boulangeries, des Bouchers, et mettre fin au calvaire des ménages par une décision immédiate d'abaisser les prix des produits de base. Dans les régions intérieures et dans les périphéries des grandes villes, les promesses politiques n'ont pas d'importance. Ventre creux n'a pas le temps d'attendre les mirages d'une alternance qui pourrait ne pas le trouver encore en vie !

Le second aspect d'impor-

ance pour ces gens, est la sécurité, c'est-à-dire, la neutralisation de la police. Fortement «almoudisée» durant le long séjour du colonel Ely Ould Mohamed Vall à la DGSN, la police est devenue un problème sécuritaire au lieu d'en être sa solution. Bras séculaire de l'arbitraire et un des symboles des injustices vécues jusque-là, ce corps est fortement décrié. Des voix se sont même maintes fois élevées pour sa dissolution ou le versement de ses éléments dans la Gendarmerie, le temps pour eux de réapprendre à travailler. Les véritables réformes de la justice et de l'administration passent par d'urgentes réformes de la police, ou elles ne seront pas ! Le colonel Ghazouany, le désormais DGSN, est interpellé. La discipline militaire dont il est héritier pourrait être le remède qui lui garantirait la réussite dans sa mission.

Le gouvernement des attentistes

Après la nomination d'un gouvernement dont les membres sont majoritairement cooptés dans le sérail du Prds, les Mauritanien semblent sceptiques. Exception faite de Me Mahfoudh Ould Bettah à la justice, le reste de l'équipe de l'alternance est composé d'éléments pour la plupart jeunes, crédités d'une certaine compétence. Habités à recevoir des «orientations» et autres «directives», ils semblent s'inscrire dans l'attentisme. Ainsi, dans les ministères, rien ne bouge ! Le CMJD envoie le gouvernement aux charbons et le gouvernement attend que le CMJD fasse feu de tout bois. Ould Boubacar a intérêt à revoir son effectif. Un gouvernement d'alternance, libre des contraintes et des pressions d'un gouvernement de parti, doit convaincre par des actes concrets et immédiats sur le terrain. A quoi bon

attendre que des instructions fusent de la hiérarchie si les termes de référence du projet d'action de chacun sont clairs ? Aussi, les Mauritanien s'étonnent que des personnalités influentes dans l'ancien régime, cooptées pour leur militantisme dans le Prds et leurs dispositions à servir de financiers occultes à cette formation, continuent d'occuper des postes sensibles. Ceux qui ont fait leurs médiocres preuves en matière de gestion et d'action politique doivent être démis de leur fonction. Parmi ceux-là, les conseillers de Ould Taya qui sont en train de se recycler auprès de Ely Ould Mohamed Vall. Que pourront-ils proposer pour une Mauritanie qu'ils ont pillée ?

Pourquoi maintenir en exercice des directeurs d'importantes et vitales sociétés d'État qui n'avaient été nommés que pour leur «activisme» et leur «loyauté» au Prds., tels le DG de l'Enér, ceux de la Socogim, la Somagaz, le Port de Nouadhibou, le Port de Nouakchott... A ces gestionnaires d'un âge révolu, il faut ajouter de nombreux coordinateurs budgétaires des projets de développement, les chefs de missions, les directeurs centraux des Départements ministériels... Tout ce monde, incarnation d'une Mafia scrupuleuse de la haute administration, doit être mis à la retraite. Ne serait-ce que pour donner un signal fort annonçant l'avènement de l'assainissement dans la gestion des biens publics. Des compétences nouvelles confirmées et sans aucune accointance politique notoire doivent reprendre le relais de cette génération qui a corrompu les mœurs sociales et politiques du pays. Une génération qui a introduit la notion «d'applaudisseurs» et qui a mis la Mauritanie à genoux. C'est elle qui disponibilisait les moyens de la communauté au service des campagnes politiques.

C'est elle qui a introduit dans le circuit administratif les bananières procédures de décaissements de fonds chèrement acquis pour masquer des détournements à grande échelle. C'est elle qui a diabolisé l'intégrité morale et la rigueur dans l'accomplissement des tâches publiques. Ces pontes en place, l'alternance risque d'être plombée. Devenus experts en dédoublement et en corruption des masses, ils feront tout pour secréter un Prds-bis qui s'installera encore de l'usure et la prévarication.

La classe politiques aux anges

Dans la foulée de la désignation du gouvernement, le président du CMJD a constitué d'emblée des comités interministériels chargés de faire des propositions sur les différentes réformes à entreprendre. Qu'on y prenne garde ! Ces commissions ne doivent pas être constituées sans des acteurs politiques de tous bords, des experts confirmés et des représentants de la société

civile. Tel est le gage de la réussite et la garantie que ce qui découlerait des travaux, serait consensuel. Tous les avis des connaisseurs doivent être pris en compte. Tous les problèmes doivent être débattus. Il ne doit pas y avoir de place pour un tabou. Il s'agit de crever l'abcès, une bonne fois pour toutes.

La Mauritanie qui aspire à un État pacifié, réconcilié avec lui-même, fort de la confiance et du dévouement de ses fils, doit enfin être l'unique objectif des acteurs nationaux.

La démarche du président Ely consistant à organiser des consultations avec les premiers responsables des partis politiques est salutaire. D'autant que tous les partis ont été priés de présenter des propositions concrètes sur leur vision de l'alternance. Une nette rupture avec les pratiques du régime déchu qui refusait encore tout dialogue avec les acteurs politiques de l'opposition. Cette nouvelle disposition semble exclure le voeu formulé par certaines formations politiques, notamment l'Ufp

de voir naître une structure permanente de coordination et de concertation entre les partis politiques et le CMJD pour dégager les grandes lignes de l'alternance. L'ensemble des hommes politiques déjà reçus ont été impressionnés par la clarté du langage du chef de la junte. Celui-ci semble sûr de lui, confiant et rassurant sur ses engagements. Ely a aussi marqué un important point en promettant de pacifier la scène, d'étudier l'ensemble des problèmes de la Mauritanie, dont entre autres, le dossier des événements de 89 et celui du passif humanitaire.

Reste maintenant, un signal fort que les Mauritanien attendent de lui : passer à l'acte. Une perspective qui doit commencer par une amnistie générale des leaders islamistes encore incarcérés, de fortes décisions portant sur le quotidien des gens, le rappel des exilés politiques éparpillés aux quatre coins du monde. Le reste, tout le reste suivra ensuite...

Omar El Mptcar O/ Abdallahi

Ouste !

Après avoir renvoyé les Parlementaires, la Permanence du Conseil militaire a d'abord mis fin aux fonctions du personnel en service dans les deux chambres avant de se rétracter deux jours plus tard. Les agents et autres fonctionnaires du Sénat furent avertis à regagner leurs bureaux alors que ceux de l'assemblée devaient "attendre", selon les nouveaux locataires du Sénat (la Permanence du Conseil militaire).

De sources proches de la nouvelle direction, des mesures sont attendues qui devraient définir la tâche des administrateurs retenus. Ces mêmes sources soutiennent aussi qu'une première prospection des lieux n'a pas fini d'étonner les nouveaux responsables qui ont découvert que pire que partout ailleurs, c'est au Sénat que les biens publics ont connu les plus importantes malversations publiques (virements bancaires, octroi de tonnes de céréales du CSA et de la SONIMEX aux élus, factures téléphoniques colossales et impayées, le tout au profit des élus Prds et de notables).

Les dettes du Prds

Un milliard trois cent millions d'ouguiyas... Tel serait le montant global des dettes contractées par le Prds auprès des institutions bancaires du pays à la date du 3 août 2005 ! Il est vrai que la formation politique qui s'était érigée en Parti-État pouvait tout se permettre auprès des banques, du temps où son président Ould Taya occupait la présidence du pays.

Aujourd'hui, le Prds a perdu son statut. Son président n'est plus au pouvoir et le Parlement a été dissous. Lourdemment endetté, le parti n'a plus la possibilité de puiser des fonds des caisses publiques. Qui va payer ces dettes quand on sait que le parti ne dispose pas de réserves financières, que le quota qui lui revient de l'enveloppe parlementaire destinée aux partis a disparu de fait, et que son président n'est plus à portée de main ?